

Lutter contre la pauvreté, les inégalités, les exclusions

Promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels

2008

3 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour, dont 1 milliard de personnes en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1 dollar. Lutter contre la pauvreté nécessite de prendre en compte son caractère pluridimensionnel : économique, social, culturel, politique, environnemental et d'agir sur les inégalités, les exclusions, les mécanismes de redistribution des richesses créées à partir des biens communs mondiaux.

Sommaire de cet article

- [Etat des lieux](#)
- [Pauvreté et crise écologique](#)
- [Changer de perspective](#)

Etat des lieux

Si, au niveau global et compte-tenu de l'accroissement démographique, les taux de pauvreté ont diminué depuis une vingtaine d'années, ils augmentent dans certains pays, notamment en Afrique. De plus les inégalités se creusent entre les pays les plus riches et les plus pauvres ainsi qu'entre les individus à l'intérieur des pays.

Les sept plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le Produit intérieur brut (PIB) total du groupe des 48 pays les moins avancés (PMA) où vivent 650 millions de personnes. Les 10 % des plus riches ont des revenus 90 fois plus élevés que les 10 % les plus pauvres ; en 1950, ce ratio n'était que de 1 à 50.

En 2011, les PMA sont les suivants :

- Afrique (33 pays) : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Zambie

- Asie-Pacifique (14 pays) : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Kiribati, Myanmar, Népal, Samoa, République démocratique populaire lao, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu, Yémen

- Amérique latine et Caraïbes : 1 pays, Haïti

Le Cap-Vert et les Maldives ont été retirés de la liste des PMA en 2007 et 2011.

D'après le rapport 2009 de la Banque mondiale sur le développement, la production "se concentre dans les grandes villes, les provinces dynamiques et les pays riches. La moitié de la production mondiale provient de 1,5 % des terres de la planète. Un milliard d'habitants, qui vivent dans les pays les plus défavorisés et les plus isolés du monde, essentiellement en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie centrale, subsistent avec moins de 2 % de la richesse du monde".

Ces chiffres reflètent les revenus monétaires et le niveau de consommation, mais les aspects de la pauvreté sont multiples et forment un cercle vicieux : faim et malnutrition, mauvaise santé, manque d'éducation et de formation, accès insuffisant aux ressources et aux services, vulnérabilité aux crises

économiques et aux conflits...

La précarité et l'emploi informel se développent : plus de la moitié des 3 milliards d'actifs et d'actives dans le monde travaillent sans contrat, soit 1,8 milliards de personnes. Parmi elles, plus de 700 millions de travailleurs et travailleuses informel-les gagnent moins de 1,25 dollar par jour, et 1,2 milliards moins de 2 dollars par jour. Les deux-tiers de la population active pourrait être dans le secteur informel en 2020, en raison de la crise économique (OCDE).

La notion "d'exclusion"

Dans son rapport du PNUD en 2004, l'ONU estimait à 900 millions le nombre de personnes faisant l'objet d'exclusions à un titre ou à un autre, ainsi en matière d'accès aux marchés, à l'Aide publique au développement et aux sources de financement internationales, aux instances de décision des organisations multilatérales, d'appartenance culturelle ou d'identité de genre... Les femmes sont plus fréquemment exclues de l'accès aux ressources, aux droits et aux responsabilités décisionnelles.

Pauvreté et crise écologique

Les pays industrialisés, qui comptent 20 % de la population mondiale produisent 57 % du produit mondial brut (basé sur la parité de pouvoir d'achat) et sont responsables de 46 % des émissions de gaz à effet de serre (chiffres 2004).

Les pays du Sud sont les plus vulnérables au changement climatique et à l'érosion des ressources naturelles. Or, ces ressources naturelles sont estimées à 25 % de la richesse nationale dans beaucoup de pays du Sud (contre seulement 4 % dans les pays de l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économique). Si la pauvreté contraint souvent à une utilisation non durable de ressources locales, la richesse matérielle, basée sur une forte consommation d'énergie, de transport, d'espace, a un impact très négatif sur l'environnement global.

Le rapport 2006 du PNUD portait sur les "pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau", celui 2007-2008 sur le changement climatique et les inégalités, insistant sur la nécessité d'une solidarité et d'une coopération renforcée pour limiter l'impact du changement climatique sur les pays les plus défavorisés. [Télécharger le chapitre sur l'adaptation au changement climatique.](#)

Le Rapport 2011 du PNUD, à paraître en novembre 2011 examinera "une conclusion clé du Rapport 2010 "Les chemins du développement humain" - la preuve croissante des inégalités et des menaces environnementales. La recherche en cours étudie quelques modèles de développement aux niveaux national et mondial, avec une perspective de développement humain portant conjointement sur l'équité et la durabilité. [Consultations en cours](#)

- [Les rapports du Pnud sur le développement humain](#)

Changer de perspective

Face aux peu de résultats dans la mise en œuvre du plan d'action du Sommet mondial social de 1995 de Copenhague, puis des [Objectifs du millénaire pour le développement](#), de nombreux acteurs estiment que la croissance économique « n'est pas suffisante pour assurer l'équité, le progrès social et l'éradication de la pauvreté » et qu'il faut « promouvoir des politiques sociales solides, la justice et des institutions démocratiques » (Organisation internationale du travail).

Le rapport 2004 du Programme des Nations unies sur le développement humain développait la question des exclusions, celui de 2005 celle des inégalités. Il convient en particulier de souligner l'importance de la participation et de la prise en compte de l'égalité femmes/hommes, du soutien à des activités économiques durables (tourisme solidaire, commerce équitable, économie citoyenne) et aux systèmes d'inclusion

sociale, de la création de nouveaux emplois par la transformation des modes de production et de commercialisation...

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.aequations.org/spip.php?article268>